

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
p.li formé : 60 F et 30 F  
« programme communiste »  
1 an, p.li ouvert : 40 F  
1 an, p.li formé : 60 F

14<sup>e</sup> ANNEE — N° 243  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
7 au 20 mai 1977

## Une seule politique : celle que commandent nos intérêts de classe !

Si, comme cherchent à le faire croire les opportunistes, il suffisait de se prononcer contre la politique gouvernementale pour défendre la classe ouvrière, on devrait penser que en dépit de la baisse des salaires et de l'accroissement du chômage et de l'insécurité, en dépit de la pression politique accrue de la bourgeoisie,

la classe ouvrière n'a jamais été aussi bien défendue qu'aujourd'hui, puisque même les gaullistes — la majorité de la majorité — manifestent une opposition bruyante et théâtrale au tandem Giscard-Barre. Telles sont les apparences du jeu parlementaire.

Mais il y a mieux. Si, comme cherchent aussi et surtout à le faire croire les opportunistes, la santé de la classe ouvrière devait se mesurer à la santé de l'économie nationale (avec quelques correctifs dans le sens de la justice sociale), à la santé de son commerce extérieur, de sa monnaie, de sa compétitivité, ainsi qu'à la force de son Etat, à sa capacité à défendre et à faire respecter les sacrosaints intérêts de la patrie, toutes classes confondues, alors on devrait dire que la classe ouvrière est encore mieux défendue, qu'elle l'est même par le gouvernement qui s'attache précisément à atteindre ces objectifs supérieurs.

Car ces objectifs sont communs à tout l'éventail politique officiel, même si tout le monde n'est pas d'accord sur les moyens de les atteindre et si l'on se dispute sur les méthodes. Et ce sont précisément ces objectifs que la classe ouvrière ne peut faire siens sans accepter du même coup la pérennité de son esclavage.

Un des problèmes du moment pour le capitalisme dans tous les pays est de savoir comment sortir de la crise. Tout le monde politique officiel est d'accord dans tous les pays : faire en sorte que « son » économie nationale se débrouille mieux que la concurrente. De là devraient venir l'emploi et les miettes, pourvu que pour l'instant la classe ouvrière accepte les sacrifices nécessaires, le chômage accru et la compression du revenu. Le maître-mot de toutes les politiques à droite et à gauche est : « restructuration ».

Mais il est clair que cette exigence, diamétralement opposée aux besoins de la défense du prolétariat à tous les niveaux, national et international, suppose le consentement de ce dernier.

Il est certain que le cynisme du néolibéralisme barrogiscardien, qui ouvre toutes grandes les vannes de la concurrence afin d'éliminer les secteurs archaïques et de pousser les autres à s'adapter, n'est pas de nature à calmer les plaies de la classe ouvrière, que les froides leçons de l'économie politique bourgeoise n'ont jamais pu porter à l'enthousiasme et aux sacrifices. Il est également certain qu'il soulève en même temps la réaction de la piétaille de la petite et moyenne bourgeoisie, qui se trouve coincée entre la loi impitoyable du capital et la peur de la classe ouvrière avec laquelle elle confond la gauche.

Deux traditions ont cependant historiquement fait la preuve qu'elles influencent la classe ouvrière et qu'en son nom peuvent lui être demandés des sacrifices.

Il y a d'abord la tradition démocratique, de gauche, qui vise à répandre l'illusion que le capital peut être contrôlé par des nationalisations. Ces dernières permettraient miraculeusement de soulager les petits patrons, d'assurer le

plein emploi aux ouvriers, de transformer les « expatriations de capitaux » si décriées en souhaitables « aides fraternelles » au sous-développement et de donner ainsi bonne figure à l'impérialisme.

Techniquement, tout le monde en parle comme de mesures utiles à la restructuration, tous les journaux patronaux en discutent froidement les avantages et les inconvénients, le ministre de l'industrie lui-même en juge certaines nécessaires. Mais tous savent que le drapeau des nationalisations ne peut calmer les ouvriers que si on leur conserve une apparence anticapitaliste et, à droite comme à gauche, on se prête au jeu. **Politique d'abord !** C'est donc au nom de l'application du Programme Commun demain que les luttes doivent aujourd'hui être canalisées dans des journées d'action inoffensives, dont le nombre dépendra des be-

### DANS CE NUMERO

- L'impérialisme français a les mains libres.
- Changhai 1927 : la tragédie du prolétariat chinois (2).
- Mouvement de soutien aux soldats, sidérurgie, SONACOTRA.

soins de faire baisser la pression sociale au niveau souhaitable, et qui serviront de préparation aux prochaines élections.

(suite page 2)

## Assez de journées d'action-bidon ! Passons à la lutte !

Soigneusement circonscrites par secteurs, judicieusement espacées et limitées dans le temps, les journées d'action organisées par l'opportunisme syndical jouent pleinement leur rôle de soupapes de sécurité.

C'est bien en effet une grande partie de la révolte ouvrière qui se trouve canalisée dans ces simulacres de lutte où aucun combat n'est livré, où on ne perd pas de gaieté de cœur 80 à 150 francs. S'ils cessent le travail, c'est qu'ils ont de puissants mobiles. Ainsi dévoyée, la grève devient une véritable saignée d'énergies ouvrières et un facteur de démoralisation (quel argument pourrait mieux dissuader les prolétaires d'entreprendre des luttes, que le spectacle de toute cette force mobilisée en vain ?).

Le volet complémentaire — et non le moins négatif — de cette prétendue tactique, c'est, bien sûr, tout le cortège d'illusions qui sert à justifier de telles méthodes auprès des travailleurs ; illusions selon lesquelles on pourrait faire reculer la bourgeoisie sans engager d'épreuve de force (tout comme on pourrait la chasser demain avec 51 % des suffrages) et qui trouvent leur forme concrète dans la perspective d'une proche arrivée de la gauche au pouvoir. L'opportunisme prétend faire l'économie de la lutte des classes, son rêve serait évidemment de l'éliminer et de la remplacer par la conciliation et la négociation permanente autour du tapis vert, milieu où la bonzerie syndicale s'épanouit tout à son aise : « A franchement parler, déclarait Séguy à Europe 1, en comprenant les épreuves qu'ont subies aujourd'hui les usagers du secteur (suite page 2)

## L'impérialisme français a les mains libres

A quelques jours de l'intervention française au Zaïre, le sommet « franco-africain » de Dakar a été un autre chef-d'œuvre d'hypocrisie. Il s'agissait de trouver un parterre pour applaudir à la politique de l'impérialisme français et donner de l'écho à la thèse officielle selon laquelle Paris intervient en Afrique noire pour défendre ce continent « contre les interventions étrangères ».

Or, comme on peut le lire dans l'*Usine nouvelle* (avril 77) : « En Côte d'Ivoire, 41 % du capital des entreprises industrielles est encore entre les mains des Français (47 % en 1975). Au Sénégal, la présence française est presque aussi forte. Dans tous les pays francophones (à l'exception du Zaïre, où l'influence belge est encore prépondérante [notez le « encore » !], malgré la vigoureuse offensive diplomatique élyséenne commencée depuis trois ans, l'économie est contrôlée et dirigée par des Français. » Et c'est les chefs d'Etat de ces pays qui étaient conviés à Dakar. L'« Afrique aux Africains », cette parodie du cri de Monroe pour l'Amérique, n'a donc d'autre sens que « l'Afrique à ceux qui y sont » !

Ceci n'empêche nullement chacun de lorgner sur la part de son voisin. L'initiative française au Zaïre tend bien sûr à combattre la poussée russe dans une zone stratégique vitale pour les impérialismes occidentaux et à maintenir en place un régime dont la chute pourrait ébranler l'Afrique équatoriale dominée par l'impérialisme français. Mais il est clair qu'elle vise aussi à étendre l'influence de ce dernier aux dépens de la Belgique et des Etats-Unis et à mettre un pied en Afrique australe, comme hier au Nigéria. A preuve, ces commentaires du ministre belge des affaires étrangères : « La France s'inté-

resse particulièrement aux richesses du Zaïre, et la Belgique ressent cela comme une rivalité internationale. Nous avons toujours dit que la Belgique doit laisser la France tranquille dans les régions où, historiquement, elle est chez elle. Nous avons demandé que la France adopte la même attitude à notre égard » (*Le Monde* du 22-4). Voilà qui en dit long sur l'état de dépendance du continent africain.

Ce continent dépend pour une bonne part de l'impérialisme français ; mais surtout ce dernier est l'impérialisme relativement le plus intéressé et le plus lié à l'Afrique, où le simple développement de la concurrence devra de plus en plus menacer ses positions, ce qui en fait le gardien-chef du statu quo sur ce continent. Si l'on a ceci présent à l'esprit, on comprend le sens de ce sous-titre du Point du 25-4-77 : « L'aide au Zaïre n'était pas une opération ponctuelle mais l'expression de la nouvelle politique africaine de la France. »

Nous avons rapidement montré dans le précédent journal comment la Gauche démocratique laisse, derrière le rideau de fumée de protestation purement verbale, les mains entièrement libres à l'impérialisme français dans sa politique africaine. La seule critique que s'est permise le PCF sur le sommet de Dakar, c'est que l'importance de l'« aide » française à l'Afrique — c'est-à-dire la longueur des serres qui l'écorchent — diminue, dans le même temps où les gaullistes réclament un « véritable plan Marshall pour l'Afrique »...

Evidemment, ce serait complètement méconnaître la nature social-impérialiste et social-chauvine des partis de gauche que d'attendre d'eux d'autres réactions. On pourrait en revanche être étonné du manque de

réaction de l'« extrême gauche » à l'intervention, surtout si l'on sait qu'un des terrains où se sont développés les groupes d'aujourd'hui, ou leurs devanciers, fut l'agitation contre l'intervention impérialiste au Vietnam. Il est vrai qu'il s'agissait de l'impérialisme... américain et qu'il est plus difficile de lutter contre son propre impérialisme.

C'est un besoin impérieux de la lutte de classe de combattre l'indifférence criminelle insufflée et cultivée pendant des décennies dans les rangs ouvriers. Or, au lieu de mettre le doigt sur les responsabilités de l'impérialisme français — et dialectiquement du prolétariat d'ici — la première réaction de Rouge (12-4-77) a été de mettre en avant, sans autre indication, l'affirmation suivante : « Giscard joue dans cette affaire les valets de pied de l'impérialisme international [!]. Il monte en première ligne dans cette région où les intérêts français sont peu nombreux ». Il est vrai que dans la résolution de son bureau politique du 28 la LCR découvre à l'impérialisme français des intérêts propres. Mais il a fallu 15 jours de réflexion. Autre réaction spontanée de la LCR, l'accusation faite à l'impérialisme français de remettre « à l'honneur une politique de canonnière quelque peu désuète » (*Rouge* du 13-4). Désuètes, la violence et l'agression impérialistes ? On retrouve là l'idée de l'atténuation des antagonismes, qui sous-tend tout le gradualisme du centrisme de type IV<sup>e</sup> Internationale.

L'OCT a réagi plus vite que la LCR, faisant le vendredi 22 une réunion publique à Paris — qui n'a pas, il est vrai, fait le plein de ses propres militants ! — où fut reprise l'explication selon laquelle Paris œuvrait au Zaïre (suite page 2)

# Une seule politique : celle que commandent nos intérêts de classe !

(suite de la page 1)

Il s'agit de perpétuer l'illusion qu'avec elles viendra un gouvernement de gauche qui permettrait à la classe ouvrière de se défendre en évitant la lutte de classe.

Cependant, le PS n'a jamais caché qu'il n'a pas intérêt à ce que le plan échoue. On peut même faire remarquer que plus le plan Barre atteint ses objectifs économiques, plus l'opposition politique de la gauche doit se faire démonstrative pour donner le change ; on doit aussi dire que plus la gauche parviendra à canaliser **dès aujourd'hui** les réactions dans les limites de l'ordre, plus la participation du PC au gouvernement peut être remise à demain, afin de conserver intacte cette carte, en laissant la place à des combinaisons de type centriste-socialiste chères à la clique actuellement au pouvoir.

L'autre tradition est celle du **chauvinisme**, qui permet au gaullisme de prendre du recul par rapport au gouverne-

ment en jouant sur la revendication du protectionnisme commercial, et celle de la xénophobie — d'ailleurs utilisée par Barre — : cette tradition fait le lien entre la bourgeoisie moyenne, la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, sans parler du besoin de « rayonnement international », auquel Giscard lui-même a répondu par l'intervention au Zaïre, qui vient de s'effectuer avec le consentement tacite des partis de gauche. C'est ainsi que Debré vient, dans un de ses sermons, d'appeler à « mobiliser les Français sur l'espoir, l'effort, la justice [?] et la fierté nationale ».

Là aussi, donc, politique d'abord ! Il s'agit de donner du chauvinisme à la classe ouvrière pour lui faire accepter la pilule de l'austérité.

Il est intéressant de constater que le maillon fort de ces deux politiques, l'une représentée par l'Union de la gauche, l'autre par un front national, est le PCF, qui fait justement la synthèse de la politique ouvrière bourgeoise dans ses aspects dé-

mocratique et chauvin. Ce n'est pas pour rien qu'il prépare de front les **deux solutions politiques** possibles, en faisant dans la pratique la démonstration que dans les deux cas, il n'a pas l'initiative, comme le prouvent son attitude sur le parlement européen, sur la force de frappe ou ses maigres exigences ministérielles. Ces deux solutions peuvent d'ailleurs, suivant les aléas de la politique internationale, trouver entre elles toute une gamme de combinaisons.

La crise du capitalisme se traduit nécessairement par des crises politiques, et l'actuelle distance prise par le gaullisme vis-à-vis du gouvernement, la démission de l'expert en réformes « Servan-Schreiber — qui préfère les garder désormais pour d'autres —, les reclassements de vieux routiers parlementaires comme Edgar Faure et surtout de la cohorte des hauts et bas fonctionnaires, tout annonce un changement de personnel qui traduit le besoin pour la bourgeoisie de changer de politique.

Mais il serait fou d'en tirer la conclusion qu'une telle crise, qui reste pour l'instant bien parlementaire, pourrait entraîner mécaniquement le renforcement de la lutte prolétarienne. A preuve le renforcement parallèle de la machine de l'Etat, soutenu par tous les partis, sans parler du développement des gardiennages, milices et autres corps de défense politique bourgeoise.

La classe ouvrière ne pourra profiter des crises politiques de l'adversaire que si elle parvient à **devenir une force indépendante** en face de celle de la bourgeoisie et de son Etat. Elle ne pourra le faire que si, dans sa lutte, le parti, même petit, l'aide à éviter tous les pièges tendus par l'adversaire, notamment ceux de l'électoralisme, du parlementarisme, des gouvernements de gauche et du chauvinisme pour avancer partout la politique que lui commandent ses intérêts de classe, c'est-à-dire ceux de son union dans la lutte ouverte et directe contre le capital et son Etat.

## Il est grand temps de changer de méthodes dans le mouvement de soutien aux soldats

Ces dernières semaines donnent en raccourci une image du drame et de ses principaux personnages.

Dans les casernes, des soldats qui, poussés par les conditions inhumaines de vie et l'oppression renforcée par le règlement militaire aux mains de la caste des officiers, continuent de tenter de nouer les liens entre eux, et avec l'extérieur, avec les ouvriers. Et ceci malgré la répression de la Sécurité militaire, qui rien qu'au mois d'avril a frappé plusieurs comités (à Bourg-St-Maurice, à Toulon, à Spire, à Vieux-Brisach, à Radstadt) envoyant plus de cinquante soldats en prison.

Hors des casernes, des éboueurs en grève. Comme hier à Lyon et à Marseille, on envoie la troupe pour briser la grève. Et la hiérarchie se sent assez forte pour envoyer précisément les régiments où viennent de tomber dans les derniers mois des comités, notamment Spire, Radstadt, Vieux-Brisach, Karlsruhe et Baden-Baden. On mesure la bravade quand on sait que certains comités sont nés de l'indignation des soldats d'avoir été utilisés contre les travailleurs.

De cette conjonction des faits, jaillit la double vérité : il est dans la nature de l'armée bourgeoise d'organiser les travailleurs sous l'uniforme pour les faire marcher contre leurs frères de classe ; c'est un besoin de la lutte prolétarienne de souder les rangs des prolétaires et des soldats contre les patrons et les officiers.

Dans ce drame, les dirigeants de la « gauche » ont choisi leur camp : au moment même où la répression frappait, Charles

Hernu dénonçait violemment les « comités de soldats irresponsables et manipulés de l'extérieur », réclamant la clémence au nom de la bonne marche du « système ». Les JC accusent le gouvernement de n'avoir eu, en brisant la grève, « ni le souci des aspirations des appelés, ni le souci des cadres, ni le respect de l'armée » (*L'Humanité* du 28-4).

L'opportunisme syndical lui aussi a choisi. Après avoir privé les comités de soldats de tout appui, fait la chasse aux antimilitaristes, il s'indigne qu'on utilise la troupe pour briser la grève des éboueurs. Et la CGT distribue aux soldats qu'on a privés ainsi de tout moyen de rompre la discipline, un tract où on les invite surtout à ne pas le faire et à se consoler en se préparant à voter pour la gauche !

Malheureusement, les organisations qui prétendent aider les soldats courent toujours après l'opportunisme ou les démocrates pour tenter de les contraindre à aider les soldats sous prétexte qu'ils ne demandent au fond que les « droits élémentaires », et elles refusent de mener réellement un travail sérieux, de longue haleine et indépendant.

La LCR, qui a complètement sabordé le CDA à force de compromis avec les objecteurs de conscience et par peur d'affronter de trop difficiles et ingrates tâches clandestines qu'elle serait obligée de mener aussi contre l'opportunisme, vante la coordination de la région Rhône-Alpes qui en est à réclamer les « commissions paritaires, avec le droit notamment de discussion et la libre élection de délégués de soldats dans ces commissions » (*Appel de la Coordination*,

non daté, et visiblement inspiré par IDS, qui veut marier les comités et la hiérarchie militaire).

Quant au tout nouveau Collectif National de Soutien aux Lutes des Soldats, nouvelle et brillante improvisation qui sent la manœuvre politique de l'OCT, il cherche à organiser un effort pourtant réel de groupes d'anciens soldats pour soutenir les camarades des comités de soldats, mais il les stérilise dès le début par le caractère tout à fait artificiel de la centralisation opérée et le vide de ses principes sous prétexte d'ouverture : cette direction improvisée prétend refuser non seulement tout antimilitarisme mais également tout ce qui pourrait empêcher les réformistes, assimilés au mouvement ouvrier, et les démocrates de service de soutenir les soldats. Aussi la seule arme trouvée pour défendre aujourd'hui les 50 emprisonnés est-elle l'éternelle pétition faisant appel aux sentiments humanitaires, à la justice, au droit en général.

Tout cela continue à démontrer que plus la bourgeoisie frappe, plus les réformistes lui laissent la place, et plus ceux qui sont à sa remorque se trouvent paralysés et impuissants. On en est arrivé dans la question des soldats à une véritable catastrophe, au gaspillage insensé d'énergies toujours renaissantes.

Il est temps de changer de méthodes. Sans l'effort pour enseigner aux prolétaires que la défense des soldats est un besoin de leur lutte, sans l'effort pour porter la solidarité sur un terrain de classe, on ne pourra avancer d'un pouce.

## Journées d'action-bidon

(suite de la page 2)

public, nous aurions préféré passer notre journée à négocier avec le gouvernement les revendications des grévistes plutôt qu'être obligés d'organiser des arrêts de travail et des manifestations » (*voir l'Humanité* du 28-4). Et effectivement, les Séguy et Cie se passeraient bien s'ils le pouvaient des journées d'action même bidon qui comportent toujours des risques d'explosion (malgré le caractère particulièrement mou imprimé à la journée de la métallurgie, on a vu, par exemple, à Renault-Billancourt, un atelier tenter d'étendre et de poursuivre la grève).

Alors que la fausseté des discours de la bourgeoisie sur le progrès continu — à condition toutefois d'être raisonnable — apparaît au grand jour, ses lieutenants prennent la relève, en empêchant toute défense réelle au nom du mirage réformiste. Le mécanisme paraît parfaitement huilé. La combativité qui n'aurait pas été épongée par la grève de la fonction publique du 28 avril et les tristes cortèges syndicaux du 1<sup>er</sup> mai devrait l'être par la grève générale du mardi 17 mai, bien placée pour donner un prétexte pour ne pas lutter avant... et ne pouvoir plus le faire après, à cause des vacances d'été.

Ils ne pourront cependant empêcher les convulsions toujours plus fortes du capitalisme de projeter les ouvriers en nombre de plus en plus grand dans la lutte directe, balayant les unes après les autres les illusions bourgeoises et réformistes.

## A CHACUN SES AMIS

« Oublions le passé » ! C'est le refrain qu'ont chanté en chœur Pham Van Dong, le premier ministre vietnamien, Giscard, Marchais et même Bigeard. La révolution nationale est finie ! Que maintenant le reste de l'Indochine compte sur « ses propres forces » : la « révolution ne s'exporte pas » !

Ces paroles ne nous étonnent pas. Une fois que la bourgeoisie, même la plus révolutionnaire, a obtenu contre l'impérialisme l'indépendance politique et unifié sa patrie, et qu'elle peut avoir sa part dans la richesse produite par les classes exploitées autochtones, elle a vite fait de jeter la révolution aux orties : la sienne est faite pour l'essentiel, quitte à la marier avec les vieilles classes et leurs pagodes. L'heure est pour elle à l'exploitation des richesses nationales, à l'ouverture aux capitaux étrangers, maintenant qu'elle peut négocier ses rapports avec l'impérialisme et, dans une certaine mesure, choisir avec lequel elle doit se compromettre.

Mais le prolétariat ne doit pas croire au brevet d'internationalisme décerné par Pham Van Dong au PCF, qui ne critiqua hier la guerre d'Indochine que dans les limites permises par le gaullisme, ni au brevet de désintéressement accordé à la France, qui fut le bourreau de l'Indochine avant de céder la place à l'Amérique.

Les prolétaires d'ici doivent savoir que les 610 millions de francs prêtés au Vietnam ne sont pas un cadeau et qu'ils devront être remboursés par la sueur des masses prolétariennes et des paysans pauvres qui hier ont versé leur sang avec tant d'abnégation et d'héroïsme pour faire avancer la roue de l'histoire qui, ici, en Europe, s'était arrêtée de tourner.

Puissent-ils puiser dans ces faits la haine de classe qui les aide à reprendre la lutte contre notre ennemi commun, l'impérialisme français.

## L'impérialisme français a les mains libres

(suite de la page 1)

pour le bénéfice de Washington, et où l'accent a été mis, comme dans l'éditorial de *l'Etincelle* du 14-4, sur le fait qu'il « donne sa caution et son infrastructure militaire à la Sainte-Alliance des exploités (Hassan, Sadate, Mobutu et bien d'autres...) contre les peuples d'Afrique et contre le peuple français lui-même », en oubliant tout simplement de dire que la plupart de ces régimes sont des régimes « fantoches » et qu'un des exploités en chef est l'impérialisme français en personne.

*Lutte Ouvrière* ne donne pas, retranchée dans la neutralité insipide de son langage à la portée de tous, d'arguments aussi caricaturaux que ses alliés en électoralisme. Mais au résultat auquel arrivent ces derniers, l'un par suivisme gradualiste, l'autre par spontanéisme démocratique et par tentation chauvine, elle y parvient elle par pédagogisme et indifférence à la lutte politique, en n'instruisant pas le prolétariat de ses tâches particulières, ce qui exige de rompre délibérément, pour dénoncer l'impérialisme, avec les arguments et les principes de la critique opportuniste. C'est ainsi que de façon significative finit l'éditorial de *Lutte Ouvrière* du 16-4 : « Mais, pas plus en Afrique qu'en France, cela ne permet de durer. A terme, cela accroît la tension, cela accumule les contradictions, cela prépare la défaite. L'impérialisme français vient de se manifester

d'une façon à la fois bruyante et dérisoire, il ne soulève que le mépris ». Le mépris de l'adversaire peut être une bonne chose assurément, mais à condition qu'on empoigne les armes pour le combattre réellement. Sinon il risque de n'être que mépris de la lutte et de la préparation révolutionnaire elles-mêmes.

L'autre branche du « gauchisme » — le maoïsme — n'en est plus aux concessions devant la conception stalinienne de l'opposition entre les deux blocs ou devant l'illusion que l'on peut lutter contre l'impérialisme français en cultivant chez les prolétaires le sentiment national qui serait synonyme de justice et de liberté, voire de socialisme.

*Le Quotidien du Peuple* revendique ces thèmes sans ambiguïtés. En même temps qu'il dénonce dans son numéro du 12-4 le fait que « Giscard vole au secours d'un régime dont les liens avec Washington sont largement connus, celui du Zaïre », sous le titre « L'intendance de Carter » il accuse l'impérialisme français d'être « faible devant Moscou et devant Washington ». Une chose est cependant oubliée dans cette politique bafouant tout principe classiste, c'est que Pékin soutient officiellement Mobutu en lui envoyant des armes...

Quant à la tristement chauvine *Humanité* « rouge », on peut lire dans le numéro du 13-4 : « D'une part l'intervention française

a pour but de préserver l'influence et les intérêts néo-colonialistes de l'impérialisme français en Afrique. Mais seuls des imbéciles ou des laquais d'impérialismes rivaux pourraient y voir sérieusement les débuts d'une nouvelle offensive coloniale ou aventure guerrière de l'impérialisme français [...]. D'autre part, cette initiative, et c'est là sa caractéristique principale, manifeste une volonté d'aide et de soutien aux pays du tiers-monde pour faire échec en commun aux tentatives de subversion et d'agression des deux superpuissances et notamment de l'U.R.S.S. ». Et cette magnifique apologie se termine ainsi : « Hors d'Afrique les deux superpuissances ! L'Afrique aux Africains ! », un mot d'ordre qu'on a déjà entendu quelque part... du côté de l'Elysée ! Et pour ceux qui n'ont pas compris quels intérêts soutient ce journal, le même numéro public, à côté de cet éditorial d'un quart de page, un article de près de deux pages dénonçant l'agression soviéto-cubaine au Shaba...

Tout ceci permet de comprendre la faiblesse de la réaction à l'intervention de l'impérialisme français. C'est la tâche du Parti de combattre toutes les influences contraires à une véritable préparation du prolétariat à la lutte contre les brigandages impérialistes et l'oppression de son propre impérialisme et à l'affirmation d'une solidarité active avec les luttes anti-impérialistes en Afrique, lutte sans laquelle la révolution communiste et l'émancipation prolétarienne seraient impossibles.

# Changhai 1927 : La tragédie du prolétariat chinois (2)

(Le début de cet article a paru dans le numéro 242 du Proletaire.)

★

Malgré les réticences de certains membres

## Canton 1926 : le « coup du 20 mars »

Moins de 3 mois plus tard éclata un brutal incident entre Tchang Kai-chek et les communistes. Tchang fit rappeler à Canton la canonnière « Chung Shan » commandée par un officier communiste et fit arrêter son commandant en feignant de croire que celui-ci avait fait mouvement dans l'intention de s'emparer de sa personne. Dans la nuit du 20 mars Tchang fit arrêter les commissaires politiques attachés aux unités qu'il avait sous ses ordres, des communistes pour la plupart. Tous les conseillers soviétiques furent mis en résidence surveillée. Le quartier général du Comité de grève Canton-Hong Kong fut razzé et les piquets de grève désarmés.

Lors de la session plénière du Comité exécutif du Kuomintang qui fut convoquée pour le 15 mai, il fut ordonné aux communistes de « ne pas critiquer ni entretenir aucun doute au sujet de Sun Yat-sen et de ses principes », de remettre la liste de tous ses membres militants au sein du Kuomintang, et les membres communistes des comités municipaux, provinciaux et central virent leur nombre limité au tiers de l'effectif de ces comités. Ils furent exclus de toutes les directions des départements, du parti ou du gouvernement. Par contre il fut enjoint aux membres du Kuomintang de « ne pas s'engager dans d'autres organisations ou d'autres activités politiques ». C'est-à-dire que les communistes pouvaient adhérer au Kuomintang mais les membres du Kuomintang ne pouvaient adhérer au parti communiste sans se voir confisquer leur carte du parti. Désormais toute instruction du Comité central communiste devait être soumise tout d'abord à l'approbation d'une commission paritaire spéciale.

Tchang Kai-chek s'empara de tous les pouvoirs : il s'assura le contrôle du parti et du gouvernement et fut nommé généralissime des armées. Malgré cela (ou à cause de) il était toujours reconnu comme un allié indispensable. « Tchang Kai-chek, écrivait le secrétaire général du PCC, Chen Tu-hsiu, est l'un des piliers du mouvement révolutionnaire national. A moins que le parti communiste ne soit l'instrument des impérialistes il n'adopterait certainement pas une telle politique, visant à rompre l'unité des forces révolutionnaires chinoises ! [...] Contrairement aux allégations des gens de droite, la politique du parti communiste est que non seulement les forces révolutionnaires dans la province de Canton ne doivent pas éclater, mais que les forces révolutionnaires du pays tout entier doivent être unifiées. Autrement, il est impossible de combattre l'ennemi commun. »

Cependant le désir de regagner un peu d'indépendance pour le parti était si fort qu'en juin le comité central se décidait à proposer que le parti communiste reprenne son existence en tant que tel, et remplace la dissolution actuelle au sein du Kuomintang par un bloc de deux partis. Cette décision fut expédiée au Komintern à Moscou qui la condamna et la rejeta immédiatement. Chen Tu-hsiu cite cette phrase de Borodine, le délégué du Komintern en Chine : « La période actuelle doit voir les communistes servir de coolies au Kuomintang. »

En mai 1926, Tchang Kai-chek fut invité comme hôte d'honneur au III<sup>e</sup> Congrès national du Travail où 500 délégués représentaient 400 syndicats et 1.250.000 ouvriers, dont 800.000 avaient participé à plus de 200 grèves économiques et politiques depuis le mois de mai précédent. Tchang donna acte aux ouvriers et aux paysans du rôle qu'ils avaient joué lors des campagnes de 1925 : « Dans cette période, dit-il, les masses ouvrières et paysannes ont accéléré l'unification du Kwantung, balayé les contre-révolutionnaires et consolidé la base du gouvernement national. A partir de cela nous pouvons constater que les ouvriers et les paysans sont déjà en mesure de combattre l'impérialisme avec leurs propres forces, sans avoir à compter sur l'armée. »

Ayant dit aux ouvriers chinois ce que leurs dirigeants n'avaient jamais osé leur dire, Tchang Kai-chek salua le poing fermé, cria « Vive la révolution mondiale » et descendit de la tribune au milieu d'un tonnerre d'applaudissements.

En réalité le coup du 20 mars donna le signal de la répression ouverte à Canton et dans les campagnes du Kwantung. A Canton le gouvernement proclama la loi martiale.

Les organisations publiques, les assemblées, la presse, les milices ouvrières et paysannes, les grèves tombèrent sous la coupe de l'au-

torité militaire. Les ouvriers se défendirent avec des armes de fortune. En 6 jours, 50 ouvriers furent tués. Le 9 août les autorités promulguèrent des règlements pour l'arbitrage de tous les conflits du travail sous les auspices du gouvernement. Il fut interdit aux ouvriers de porter les armes, de s'assembler et de défilier.

L'expédition du Nord venait de commencer.

★

L'expédition du Nord commença en juillet 1926. Pour le Kuomintang il s'agissait de faire marcher ses troupes vers le Nord pour substituer au pouvoir des vieux militaristes le sien. Au moment où commencèrent les opérations, 3 grands groupes de féodaux, celui de Wu Pei-fu, celui de Sun Chuan-fang et celui de Chang Tso-lin tenaient la Chine du Nord et la Chine centrale. Ces trois armées comprenaient environ 1 million d'hommes, contre à peine 100.000 hommes dans l'armée nationaliste de Tchang Kai-chek, mais en se soulevant les masses populaires portèrent le corps expéditionnaire jusqu'aux rives du Yang-tsé : « Le soulèvement spontané du peuple ne laissa souvent aux armées nationalistes rien d'autre à faire que d'occuper les territoires qui leur étaient portés sur un plateau. Les équipes de propagandistes, les travailleurs politiques qui précédaient les troupes arrivaient à déclencher un mouvement devant lequel tombaient toutes les oppositions » (1).

Les paysans prirent part aux combats qui se déroulaient.

Les victoires de l'expédition du Nord coïncidaient avec une rapide extension du mouvement dans les campagnes. D'après les rapports publiés dans le Guide il y avait fin novembre 44 districts organisés au Hunan, et les associations paysannes comptaient 1.070.000 membres. En janvier 1927 ce chiffre passa à 2 millions. Les paysans demandèrent en premier lieu la réduction des loyers, l'abolition d'une multitude de taxes et réclamèrent des armes pour combattre les pro-

priétaires fonciers. Au Hunan, mais aussi ailleurs, les paysans commencèrent par refuser de payer les loyers et ensuite ils se mirent carrément à s'emparer des terres.

Tel était le tableau quand le gouvernement national quitta, en décembre, Canton pour le Yang-tsé. C'est alors que commença la contre-offensive politique dans les régions occupées par les troupes nationalistes. A Wuhan un comité d'arbitrage fut mis sur pied pour accorder des augmentations de salaires « raisonnables » puis conseiller aux différents métiers de « suivre les traditions en matière d'horaire de travail » et de « laisser la faculté d'embaucher et de licencier les travailleurs entièrement aux mains des employeurs ». Ce comité comprenait des délégués du Kuomintang, de l'Union Générale du Travail et de la Chambre de Commerce.

L'attitude envers les paysans relevait des mêmes principes. Borodine et les radicaux du Kuomintang, qui avaient pris leurs quartiers à Wuhan, esquivaient tout programme concret dans le sens des demandes des paysans. La réduction de 25 % sur les loyers ne reçut aucun commencement d'exécution de la part du gouvernement. En revanche les dirigeants déplorèrent les « excès » des paysans, parce qu'ils étaient susceptibles de porter préjudice au front uni de toutes les classes (2).

La croissance spectaculaire du mouvement paysan coïncidait avec une vague de grèves dans tous les grands centres industriels durant toute l'année 1926. Des comptes rendus fragmentaires dénombrèrent 535 grèves pour l'année contre 318 pour 1925. Plus d'un million d'ouvriers avaient cessé le travail. Plus de la moitié de ces grèves avaient réussi, complètement ou partiellement. A la fin de l'année les grèves avaient dépassé le stade de la seule lutte économique pour devenir un mouvement politique.

En juin 1927 les ouvriers prirent possession de la concession britannique de Hankow, puis de celle de Kiukiang. Les délégués du Komintern disaient dans un de leur rapport que l'occupation de la concession de Hankow s'était faite spontanément, sans aucune directive ni du gouvernement, ni du Kuomintang, ni du parti communiste.

Pendant ce temps Tchang Kai-chek avait établi ses quartiers à Nanchang, la capitale du Kiangsi. Les yeux de Tchang étaient fixés sur Changhai, la base économique principale et la base politique des compradores, la place forte du capital chinois et étranger.

## Changhai 1927 : l'insurrection de mars et le « coup du 12 avril »

A Changhai les ouvriers des usines, en réponse à la marche victorieuse de l'expédition du Nord, avaient entamé une série de grèves, à un degré de combativité jamais vu. Pendant l'année 1927 il y eut, selon une récapitulation officielle, 200.000 ouvriers engagés dans 569 grèves, touchant 165 usines. Ces grèves se déroulaient face aux mesures répressives des autorités étrangères et des autorités chinoises locales. L'Union Générale du Travail de Changhai était illégale et les grèves avaient connu leur lot d'arrestations et de brutalités. Ces mesures furent sans effet sur le mouvement qui commença à prendre une tournure de plus en plus politique après que les nationalistes eurent occupé Wuhan et Kiukiang sur le Yangtsé.

Le 17 février les troupes nationalistes s'emparaient de Hangchow et s'avançaient le lendemain vers Kiasing à moins de 80 km de Changhai. A Changhai, s'attendant à une poussée nationaliste immédiate, l'Union Générale du Travail lançait un appel à la grève générale pour le 19 au matin et, en 48 heures, plus de 350.000 ouvriers avaient quitté le travail. Des heurts avec la police commencèrent à se produire. Les dirigeants communistes limitaient leurs mots d'ordre à : « Soutenons l'armée d'expédition du Nord », et « Vive Tchang Kai-chek ». On lança le mot d'ordre « pour une assemblée des délégués des citoyens » mais rien ne fut fait pour que cette assemblée devienne un gouvernement provisoire révolutionnaire de facto. Selon le rapport de délégués du Komintern déjà cité, le parti fit descendre les masses dans la rue et les abandonna pendant trois jours sans directives.

La répression entra en action. Les étudiants et les grévistes pris à distribuer des tracts dans les rues étaient décapités ou abattus sur le champ. Des escouades de tueurs armés de sabres parcoururent la ville. Les travailleurs avaient commencé à s'emparer d'armes pour se défendre contre la terreur dans les rues. Mais les dirigeants attendirent avant de se décider à fixer le moment de l'insurrection au soir du 22 février. Celle-ci était censée coïncider avec l'arrivée des troupes nationalistes. On en était au troisième jour de la grève, bien des têtes d'ouvriers étaient tombées et le sang coulait à flot dans les rues. Mais les troupes nationalistes ne bougeaient pas. Elles attendaient qu'on ait eu le temps de tuer le plus possible de meneurs de la grève.

compte, le 23 mars, d'un meeting où les ouvriers avaient applaudi chaleureusement lorsqu'« on les avait assurés de l'indéfectible unité du Kuomintang ».

Le 12 avril à 4 heures du matin Tchang Kai-chek lança son offensive. Une canonnière chinoise à l'ancre à Nantao lança un coup de sirène. « Au même instant, rapporte la China Press, les mitrailleuses se mirent à crépiter. »

Les gangs des bas-fonds de Changhai entrèrent en action aux côtés des soldats. Le lendemain à 4 heures de l'après-midi les militaires annonçaient qu'ils avaient la situation bien en main.

Ce n'est que quand la bataille était déjà perdue que l'Union Générale du Travail appela, le 13 avril, à une grève générale de protestation. « Nous combattons jusqu'à la mort, disait son appel, avec la révolution nationale pour drapeau. Il est glorieux de mourir ainsi. » L'appel lancé mit en évidence la cohésion et la force que possédaient encore les ouvriers. 100.000 d'entre eux cessèrent le travail. Le 13 avril à midi les ouvriers se rendirent vers le quartier général du général commandant la deuxième division. Les femmes et les enfants participaient au défilé et personne n'avait d'armes. Arrivés à proximité du quartier général militaire ils furent fauchés à la mitrailleuse.

Selon un journaliste anglais, Tchang Kai-chek mena à bien un « nettoyage des communistes tel qu'aucun seigneur de la guerre n'aurait osé en faire un, même sur son propre fief ».

Le lendemain du coup de Shanghai, le 13 avril, la délégation du Komintern, désormais dirigée par Roy, envoya un télégramme à Tchang Kai-chek, qui disait entre autres : « En ce moment où l'impérialisme s'unit dans une insolente attaque de la révolution nationale chinoise l'unité des forces révolutionnaires est la nécessité suprême. [...] Eu égard à cette situation périlleuse, nous vous adjurons d'abandonner votre projet de conférence à Nankin qui, en fait, ferait éclater le Kuomintang et vous laisserait la responsabilité de la rupture du front national en ce moment critique. »

Tandis que la liquidation des cadres communistes et des syndicalistes s'achevait à Shanghai, elle se poursuivait dans les provinces où elle avait parfois commencé avant le 12 avril. C'est ainsi que le chef des syndicats de Kanchow au Kiangsi avait été assassiné le 11 mars tandis que les syndicats de Kiu-kiang avaient été fermés le 17 mars et ceux de Hangchow le 29 mars. A Canton le siège des syndicats et celui du comité de grève furent fermés, les conseillers soviétiques soumis à une étroite surveillance. La répression s'abattit partout.

A Moscou, quand il ne fut plus possible de faire le silence sur les événements de Changhai, un porte-parole du Komintern déclara que « la trahison de Tchang Kai-chek n'était pas inattendue » et Staline lui-même déclara le 21 avril 1927 que « les événements avaient complètement et entièrement confirmé la justesse de la ligne du Komintern » !

Lugubre cynisme du stalinisme qui, en subordonnant criminellement le mouvement d'émancipation des ouvriers et des paysans pauvres au mouvement national bourgeois, privait le premier de toutes ses armes, de ses armes de lutte élémentaire dans l'inévitable affrontement avec le second. Le prolétariat chinois ne s'est pas encore remis de cette affreuse saignée, mais le prolétariat mondial non plus, ne s'est pas encore relevé de cette subordination des mouvements révolutionnaires et prolétariens (en Chine, en Angleterre et ailleurs) aux intérêts de l'Etat national grand-russe qui exprimait la victoire de la contre-révolution stalinienne.

Les nouvelles générations prolétariennes doivent garder présente à l'esprit l'effroyable tragédie du prolétariat chinois pour qu'elle ne reproduise jamais, pour que, même dans les révolutions doubles, jamais ne soit sacrifié notre bien le plus précieux, l'indépendance du parti de classe.

Fin

Dans la première partie de cet article (« Le Proletaire », n° 242), une erreur d'inattention nous a fait attribuer au Komintern la signature de l'accord Sun Yat-sen - Joffé de 1923. En fait Joffé a signé cet accord en tant qu'envoyé spécial du ministère des Affaires Etrangères soviétique, c'est-à-dire en tant que représentant de l'Etat russe. La question est importante car, comme nous l'expliquons dans l'article de Programme Communiste n° 73 consacré au même sujet, pour des raisons historiques, les intérêts et les objectifs de l'Internationale et de l'Etat russe pouvaient entrer en contradiction. Le danger était précisément que des considérations diplomatiques et militaires d'Etat dictent la stratégie internationale du mouvement communiste, alors que ce devait être le contraire. Pour un approfondissement de ce problème nous renvoyons le lecteur à l'article mentionné de notre revue.

(1) Isaacs, La tragédie de la révolution chinoise, p. 149.

(2) Voir à ce sujet, en plus d'Isaacs, J. Chesneaux, Le mouvement paysan chinois, Paris, Ed. du Seuil, 1976, en particulier pp. 86-110.

## A propos de la grève des loyers dans les foyers SONACOTRA (2)

## Les « solutions » de l'opportunisme

Socialiste en paroles, chauvine en fait : nous avons souvent eu l'occasion de dénoncer dans ces colonnes la « politique de l'immigration » du PCF et de la CGT (1). Leurs récentes prises de position sur la question du logement des travailleurs immigrés et, dans la pratique, leur attitude vis-à-vis notamment de la lutte à la Sonacotra ne font qu'illustrer une fois de plus les caractéristiques permanentes de la politique opportuniste à l'égard des intérêts immédiats des travailleurs : **collaboration** avec la bourgeoisie, **division** de la classe ouvrière.

Presque un an après le début de la lutte dans les foyers Sonacotra — et au moment même où ses émissaires locaux et les bureaucrates CGT réussissent à faire reprendre le paiement des loyers au foyer de Saint-Denis —, le PCF déposait à l'Assemblée Nationale une « Proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale du logement des travailleurs migrants et une gestion démocratique des foyers » (Journal Officiel, n° 2115), qui est le digne complément de son « Statut démocratique et social des travailleurs immigrés » déposé en 1967, puis à nouveau en 1973.

La « politique sociale du logement » par laquelle le PC prétend pouvoir « mettre un terme aux scandaleuses conditions de logement des travailleurs migrants » se résume à un petit nombre de propositions : construction de « foyers à loyers abordables », « gestion démocratique » du FAS et des foyers.

Passons sur la prétention **utopique** du réformisme de régler la question du logement, sous le capitalisme, par la construction d'habitations bon marché, au lieu de se préoccuper de favoriser la lutte pour l'augmentation substantielle des **salaires** (et contre toutes les discriminations dans ce domaine), seul moyen non pas de résoudre une question qui ne peut l'être que par l'appropriation par le prolétariat de tous les moyens de production et d'existence, mais de soulager provisoirement les conditions de vie des travailleurs (en leur permettant, entre autres, de pouvoir payer des loyers même plus élevés !) tout en soudant leurs rangs pour les combats futurs. Mais indépendamment même de cette conception d'ensemble, il est significatif que le PC fasse de l'extension du système des foyers une panacée.

C'est avouer, tout d'abord, qu'il n'est pas question, pour lui, de réclamer pour les travailleurs immigrés la fin des **discriminations** vis-à-vis du logement. Au travers de la dénonciation de « l'insuffisance criante des foyers » et de la lenteur de leur rythme de construction, la proposition de loi de décembre 75 n'avance comme remède au surpeuplement des foyers et des taudis que... davantage de foyers : autrement dit, davantage de ségrégation et de contrôle.

Pas question non plus d'attaquer la **liaison logement-travail**, qui tend à accroître la dépendance du travailleur vis-à-vis du patron. Le PC l'entendait déjà dans son « Statut démocratique » de 1967. A la parution de la circulaire Fontanet-Marcellin, c'était là un des « aspects positifs » salués par le PC et la CGT. Rien d'étonnant si la nouvelle proposition de loi tend à étendre le système des foyers, où le lien employeur-logeur trouve son point de perfection.

Pas question, enfin, de revendiquer l'abo-

lition des mille barrières qui s'opposent à l'entrée en France des **familles** étrangères, condamnant les travailleurs immigrés à un « célibat » forcé. Partisan de longue date du contrôle de l'immigration, le PCF se contente de verser une larme hypocrite sur le sort de travailleurs « contraints pour la plupart de se séparer de leur famille », et de solliciter du patronat en quelque sorte une compensation financière qui « constituerait une juste reconnaissance de l'apport de travailleurs coopérant au développement de l'économie nationale ». Cette « juste » compensation à des conditions d'exploitation et de vie inhumaines, le PCF l'a même chiffrée : 33 % du loyer pris en charge par l'employeur. Mis à part le côté scandaleux du marché, quel peut être par ailleurs le sens véritable d'une telle revendication, allié à celle de l'« institution d'une taxe patronale de 2 % » sur les salaires, à verser par les employeurs de main-d'œuvre étrangère, si ce n'est de dissuader les patrons, notamment les petits patrons, d'employer des immigrés, ajoutant ainsi aux discriminations déjà existantes à l'embauche ?

Le sens de la deuxième formule-clé du projet, la « **démocratisation du FAS** », est tout aussi clair. De même que le « Statut » visait à associer les organisations syndicales au contrôle des flux de main-d'œuvre par le biais de leur participation à l'ONI, dont il réclamait qu'il possède « le monopole du recrutement et de l'embauche des travailleurs immigrés », il s'agit maintenant de les faire participer, à côté des représentants du patronat et de l'Etat, au contrôle étroit des immigrés au niveau du logement et de leur répartition à l'intérieur du territoire. C'est ainsi que l'exposé des motifs stipule que le FAS « démocratisé » planifiera la construction des foyers « en liaison avec les collectivités, organismes et entreprises concernés », entre autres les « collectivités locales, qui doivent notamment avoir leur mot à dire quant aux lieux d'implantation des foyers ». Pareille revendication s'éclaire quand on la rapproche de la politique des maires « communistes », farouches partisans du **numerus clausus** au niveau communal (cf. « Le Proletaire » n° 232). Comme le rappelait une affiche placardée à Montreuil par la mairie (mais on peut voir aussi « L'Humanité » du 11-9-76) : « Dès octobre 1969, les maires communistes de la région parisienne avaient exigé du gouvernement une répartition équitable des travailleurs immigrés dans toutes les villes ». En conséquence de quoi la mairie PC s'élevait contre le fait qu'à Montreuil le pourcentage de la population immigrée est passé, depuis 68, « de 9,79 à 14,96 », alors que la Municipalité considère que le seuil qui ne devrait pas être dépassé se situe aux environs de 10 % ». Et de refuser la construction sur son territoire de trois nouveaux foyers de travailleurs migrants (2). Et c'est à cette politique ignoble que le PCF prétend associer les travailleurs par l'intermédiaire des syndicats qu'il contrôle !

Mais le clou du projet, c'est incontestablement son troisième aspect, la « **gestion démocratique des foyers** », qui vise à faire respecter l'ordre avec la collaboration des... résidents eux-mêmes. Chaque foyer d'immigrés sera (article 6) « géré par un Conseil de gestion composé par tiers : 1° de représentants de l'organisme constructeur ; 2° de

représentants du FAS ; 3° de représentants des résidents, désignés par le Conseil des résidents du foyer ou habitat concerné ». Ce dernier, élu une fois par an en Assemblée générale, « est notamment chargé, conjointement avec le Conseil de gestion, d'élaborer le règlement intérieur et de veiller à son application » (article 7). Ainsi les travailleurs devraient, par le biais de leurs délégués, cautionner l'action d'un Conseil de gestion où ils seront d'ailleurs en écrasante minorité, et l'application d'un règlement intérieur qui, souligne-t-on notamment, « doit préciser les conditions d'exercice du droit de réunion et d'information ». La belle chose que la démocratie !

Sous la démagogie hypocrite, la proposition de loi du PCF s'inspire des mêmes principes qui guident son action quotidienne. A la Sonacotra, le PCF, appuyé sur les mairies de gauche et suivi par la CGT et les Amicales, n'a cessé de pousser à des négociations foyer par foyer, tentant de corrompre des résidents, dénonçant le Comité de coordination, « renfort » de la Sonacotra et du gouvernement (« L'Humanité » du 20-2-76), et le gauchisme qui « amène la répression », suscitant même un Comité de coordination fantoche pour mieux désorienter et diviser les travailleurs (cf. « Le Proletaire » n° 219 et 221). A part quelques cas isolés, ces manœuvres n'ont pas réussi. Aujourd'hui, frappés par les saisies-arrêts, les résidents en lutte ont encore à faire face à un sabotage de plus grande envergure, puisque les directions CGT, CFDT et FO ont désormais entamé des négociations globales avec la direction de la Sonacotra en passant par-dessus les comités de grève, « pour élaborer un projet d'accord-cadre » à soumettre « aux résidents des 270 foyers de la Sonacotra » (conférence de presse CGT du 6-4-77). Peu après, quelques jours avant Pâques, la bourgeoisie lança une nouvelle attaque : 78 résidents arrêtés (à Massy, Nanterre, Verrières...) pour usage de faux-papiers ; 28 n'ont pas reparu et ont sans doute été expulsés, tandis que les provocateurs qui leur avaient vendu — très cher — les papiers ont pu regagner les foyers sans encombre au bout de quelques jours. Comment ne pas voir la convergence entre le sabotage de l'opportunisme et l'intimidation bourgeoise ?

A la Sonacotra comme ailleurs, les travailleurs se heurtent au **front** compact de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Il est urgent de tirer un bilan qui permette d'y faire face et de préparer le retour de toute la classe ouvrière, dont les résidents en lutte de la Sonacotra ont montré qu'ils étaient un des secteurs les plus combatifs, sur le terrain de la lutte unie pour la défense de ses conditions de vie, de travail et de lutte.

(A suivre.)

(1) Cf. notamment les articles du « Proletaire » n° 151 et 189, reproduits dans la brochure « Solidarité de classe avec la lutte des prolétaires immigrés ».

(2) En bons gestionnaires de l'Etat capitaliste, les maires « de gauche » soucieux de la « répartition » harmonieuse des nationalités ne dédaignent pourtant pas de considérer les immigrés comme égaux aux Français au moins sous un rapport : celui du fisc. A Sainte-Geneviève-des-Bois, entre autres, ils ont même réclamé des impôts locaux aux résidents, ce qui est un comble, ceux-ci n'étant, pour la Sonacotra, justement pas des « locataires ».

## Sidérurgie : grande « activité syndicale » ...autour du tapis vert !

Noyer la réaction ouvrière dans un large front interclassiste allant de l'OS au pharmacien, la paralysier en temporisant et en soumettant toute décision de lutte et d'occupation au préalable d'un « référendum », en concentrant les manifestations autour des vains débats parlementaires du 19 avril, telle a été l'action des syndicats face à l'attaque cynique du capital contre les ouvriers de la sidérurgie en Lorraine : ils donnent là une nouvelle preuve de leur sens des responsabilités nationales.

Pendant ce temps-là, les choses sérieuses suivaient leur cours. Au cours de trois réunions déjà, baptisées pudiquement « consultations et non négociations », syndicats et patronat ont préparé autour du tapis vert le « gentlemen agreement », la cogestion des licenciements. Pour amuser la galerie, on a laissé entendre que le patronat avait mis l'Etat devant le fait accompli des licenciements, alors que le plan de soutien à la sidérurgie établi dès la fin février et déjà chiffré globalement, prévoyait explicitement, comme l'explique le Monde (dans ses pages économiques) que pour la première fois depuis 66, « la priorité a été accordée au retour à la compétitivité », c'est-à-dire aux « dégraissages » accélérés de personnel, « la puis-

sance publique acceptant d'assurer une partie du coût social de cette opération » (Le Monde du 19-4-77).

Sur les « solutions » générales, aucun fossé ne sépare les partenaires sociaux. Qu'on ne s'imagine pas qu'en brandissant la nationalisation (CGT-PCF) ou la prise de participation majoritaire de l'Etat (PS et CFDT à l'origine), syndicats et partis aient déterré la hache de guerre : la nationalisation ou ses variantes est si bien une issue naturelle à envisager pour le capitalisme dans l'industrie lourde (voir à ce sujet le n° 73 de Programme communiste), qu'on parlait juste dans les rangs du RPR soit d'une prise de participation de l'Etat à 35 %, soit d'un « contrôle du parlement ». Pour tous ces gestionnaires responsables, il s'agit de s'entendre pour masquer, parmi les 12 à 13.000 suppressions d'emplois envisagées, les licenciements « nécessaires » : on avait parlé de 5.000 ; puis de 4.000. Le 20 avril, Ferry (patronat) espérait faire encore mieux, et on comprendra ses bonnes dispositions.

Le premier plan prévoyait le renvoi de 2.100 immigrés. On se souvient qu'au moment du désarmement du France, la CGT avait laissé tranquillement licencier en priorité tous les étrangers ; cette fois, les syndicats

ont « élevé une protestation » ; la CFDT est allée jusqu'à la plainte en justice pour violation de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 ; la CGT a précisé que la réinsertion devait être précédée d'une « formation professionnelle retour », elle s'indigne que l'Etat ait laissé entrer de nouveaux immigrés (L'Humanité du 29-4-77). C'est-à-dire que sous ses protestations hypocrites, elle accepte et entretient la division des travailleurs et les réflexes chauvins.

Par ailleurs, on envisageait le 29 avril la retraite anticipée à 56 ans 8 mois, à 54 ans pour les travailleurs postés depuis longtemps (la moitié des travailleurs de ce secteur meurent avant...), et une réduction du temps de travail, le tout SANS COMPENSATION INTEGRALE DU SALAIRE. Excellente affaire pour l'Etat et le patronat qui peuvent ainsi espérer acheter la paix sociale et le maintien ou l'augmentation du taux de profit pour quelques miettes. Mais ils ne le peuvent que parce qu'ils trouvent devant eux des directions syndicales prêtes à vendre la peau des ouvriers, et surtout à les faire tenir tranquilles pendant l'opération. Souhaitons que sous la pression des besoins matériels et de la colère, les travailleurs sacrifiés viennent interrompre le marchandage de partenaires sociaux si bien accordés !

## Presse du Parti

Sommaire du N° 8 (22 avril) de

## il programma comunista

- Violenza et democrazia.
- Primo maggio classista e internazionalista.
- E' suonata l'ora dell'Africa per le sanguisughe imperialistiche.
- Sul congresso di Avanguardia Operaia.
- Cronache internazionali : Egitto, USA, Inghilterra.
- Lotte operaie : Schio-Thiene, Cuneo, Bagnoli, Firenze, Bolzano, Milano.

\*

## EL COMUNISTA

- Preparación revolucionaria o preparación electoral.
- Barcelona, mayo de 1937.
- Tesis sobre el parlamentarismo.
- PCE, PTE, OIC : al compas de la política burguesa.
- Salarios...
- Italia : ataque concentrado del estado y del oportunismo.
- ¡ Por la liberación de todos los militantes obreros y vascos !

\*

## programme communiste

## REVUE THEORIQUE

N° 73 (avril 77)

- Changhaï, avril 1927. Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme
- Le tournant des Fronts populaires (II)
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

## Permanences du Parti

## EN BELGIQUE

● A Bruxelles : les dimanches 8 mai et 12 juin, et en général le second dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

## EN FRANCE

● A Amiens, le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret). De plus, tous les lundis, table de presse de 12 h à 13 h 30 au restaurant universitaire « La Veillère » (Quartier Saint-Leu).

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 8 juin, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 15 mai, et 5 et 19 juin de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 7 mai, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couppes, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

## EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 7 mai et 4 juin, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite : « Atelier ».

## CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE  
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926